

Gestion des sites inscrits au Patrimoine Mondial en Nouvelle-Calédonie : 3 référentiels pour appréhender la participation du public

Atelier régional INTEGRE – RESCUE

Participation du public dans la gestion et les décisions en matière d'environnement

5 décembre 2017 - Nouméa



Pôle d'expertise
et de recherche



La participation du public dans la gestion des sites UNESCO en Nouvelle-Calédonie

- Un travail d'analyse comparative des pratiques et des logiques d'actions sur les différents sites, pas un travail d'évaluation
- Une « injonction participative » de l'UNESCO prise au sérieux mais qui reste floue :
- La participation, pour quelles finalités ?
- Avec quelle conception de l'action collective ?



Les 3 enjeux de la participation sur les sites PM en Nouvelle-Calédonie

- **L'efficacité, l'opérationnalité de l'action** : être au plus près du terrain en dépassant la représentation tant élue que coutumière
 - ✓ Pour gérer le caractère diffus des pressions et des solutions à mettre en œuvre
 - ✓ pour mobiliser les forces vives locales
- **La régulation politique** : articuler les ≠ niveaux de souveraineté en présence
 - ✓ ≠ Niveaux institutionnels actifs sur l'environnement
 - ✓ Monde coutumier « gardien » /autres institutions de l'action publique et leurs compétences en matière d'environnement
 - ✓ Relations entre monde kanak et société contemporaine, conséquences sur les pratiques réelles et l'effectivité des règles coutumières
- **L'articulation des expertises** : savoirs scientifiques, professionnels et traditionnels
 - ✓ Potentiel d'enrichissement mutuel des savoirs
 - ✓ Légitimité disputée à « dire le vrai » pour orienter l'action



Des pratiques communes aux différents sites...

■ Des similitudes sur ses modalités de mises en œuvre (objectifs opérationnels et leviers mobilisés)

- ✓ Définir et mettre en œuvre une programmation détaillée et précise (PG/PA)
- ✓ Mobiliser, produire et partager des connaissances scientifiques
- ✓ Impliquer les autorités coutumières pour légitimer les décisions

■ Un leadership provincial de l'effort participatif, très imprégné par le modèle de la « bonne gouvernance »

- Effort porté sur une répartition claire des rôles et des tâches
- Forte pondération des enjeux d'efficacité opérationnelle
- Régulation politique au service de l'efficacité opérationnelle



Mais des regards différents sur l'action collective

■ La bonne gouvernance : le modèle initial en souffrance

- ✓ Schéma organisationnel qui achoppe face à la réalité
- ✓ « Technicisation » des activités : plans de gestion, plans d'action, revues de projets...
- ✓ Un point aveugle problématique : la portée politique de la participation
 - Moindre attention portée aux espaces de régulation politique, à l'exception de la PIL
 - Monde coutumier avec fonction plus décisionnelle qu'opérationnelle ?
- ✓ Des jugements souvent sévères sur les résultats opérationnels et sur le niveau/les formes de participation



Mais des regards différents sur l'action collective

■ Ouvéa, le modèle de la communauté locale :

- ✓ La participation, outil central de mobilisation et de responsabilisation au service de la construction d'un projet commun d'éco-développement
- ✓ Pas d'acteur surplombant : ni autorité administrative, ni scientifique
 - Un contexte fortement marqué par le monde coutumier
 - Un principe de subsidiarité assumé au niveau provincial
- ✓ La régulation politique et l'articulation des expertises fortement pondérées
 - Le creuset d'une approche de cogestion entre monde coutumier et autres institutions
- ✓ L'efficacité et l'opérationnalité censées découler « naturellement » d'un tel projet politique partagé...



Mais des regards différents sur l'action collective

■ Regards d'acteurs locaux : vers un modèle de type « coalition environnementale » ?

- ✓ La participation, au service d'une vision et d'actions stratégiques
- ✓ Alliance entre des acteurs appartenant à différents mondes, eux-mêmes traversés de conflits
- ✓ Savoirs et expertises scientifiques sont eux aussi appréhendés dans leurs dimensions stratégiques
- ✓ Forte pondération des enjeux de régulation politique et d'intégration des savoirs
- ✓ Un modèle qui émerge « par en bas » et qui reste difficile à assumer pour les institutions



D'où des jugements ≠ portés par les uns et les autres

- **GS : Un jugement sévère de la part des porteurs de l'effort participatif**
 - ✓ Un doute « existentiel » sur la participation : les vrais leviers de l'action environnementale semblent ailleurs...
 - ✓ ... vu l'urgence de certaines pressions, ne faut-il pas redéployer nos moyens ?
- **Ouvéa : un jugement plus optimiste malgré un bilan opérationnel comparable**
 - ✓ La dynamique politique est en route...
 - ✓ ... des critiques et frustrations, mais pas de doute fondamental sur la pertinence de l'approche développée
- **ZCNE : un jugement sévère, mais surtout orienté vers la recherche d'améliorations organisationnelles plus efficaces (échelles des CG)**



Evaluer la participation sur les sites Patrimoine Mondial en Nouvelle- Calédonie

- Au regard des quelle(s) logique(s) d'action (finalités, objectifs) doit-on évaluer la participation ?
- Nécessité de construire un référentiel adapté à chaque contexte :
 - ✓ Analyse stratégique et analyse des jeux d'acteurs
 - ✓ Gestionnaires et acteurs locaux
 - ✓ Pondération des 3 enjeux et paradigmes d'action collective

